

## MARFI 7 JUILLET 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **BFM du 06 juillet 2015 – OXI** p.1
- = "Coup" d'État en Grèce : Varoufakis remplacé par un... eurosceptique ! p.2
- = LES GRECS, DES PESTIFÉRÉS ! (François Leclerc) p.4
- = Fête nationale et endettement (Bill Bonner) p.6
- = Record: 93,626 millions d'américains en dehors de la population active en Juin 2015 p.8
- = Le "non" grec et l'avenir de la Zone euro p.9
- = « Merkel insiste sur le consensus de l'Eurogroupe ! » (Charles Sannat) p.11
- = (livre) Décroissance versus développement durable p.15
- = Le principe de rééquilibrage Européen vole en éclats. La philosophie Allemande en défaut. (Bruno Bertez) p.16
- = **Et si la Grèce faisait (un peu) le sale boulot ?** (Bruno Colmant) p.18
- = **Ich bin ein Grieche !** (Bruno Colmant) p.19
- = **OXI à plus de 60 % : la déculottée de la secte européiste** (Le Yéti) p.20
- = Fiche de secours à l'usage de ceux qui veulent suivre ce qui se passe en Grèce p.22
- = Nette tension des taux d'emprunt des pays du sud de la zone euro p.25
- = The G Day (Marc Fiorentino) p.25
- = Ne m'appellez plus jamais Union européenne! (Michel Santi) p.28
- = Les 10 pays qui bénéficient des plus forts taux de croissance du monde p.29
- = Le trafic Internet mondial devrait tripler d'ici à quatre ans p.33
- = Déflation : le double jeu des banques et des politiques p.34
- = Grèce : Sommet extraordinaire de tous les dangers pour la Grèce à Bruxelles p.38
- = La décroissance, une théorie économique bien trop sage. (Caleb Irri) p.41



## BFM du 06 juillet 2015 – OXI

juillet 6, 2015/Vidéos des éconoclastes /par Olivier Delamarche

### **OXI : Olivier Delamarche VS Marc Riez**

Edition spéciale pour BFM après le non de ce dimanche 5 juillet.

La réunion de ce 6 juillet entre F.Hollande et A.Merkel est probablement pour que le Président français « **demande** » à la chancelière allemande « **ce qu'il doit raconter. Il vient prendre les ordres.** »

« **La sortie de Varoufakis est une fausse sortie** » d'après Olivier Delamarche. Elle a été planifiée par le gouvernement grec « **simplement pour que l'ELA soit prolongé** » et que les banques grecques continuent d'obtenir des liquidités. Et peut-être, notre éconoclaste plaisante-t-il, reverrons-nous Varoufakis à la tête de la Banque Centrale Grecque lors du passage à la drachme qui pourrait arriver bientôt.

La chancelière allemande et l'Allemagne ne peuvent pas « **faire une croix sur**

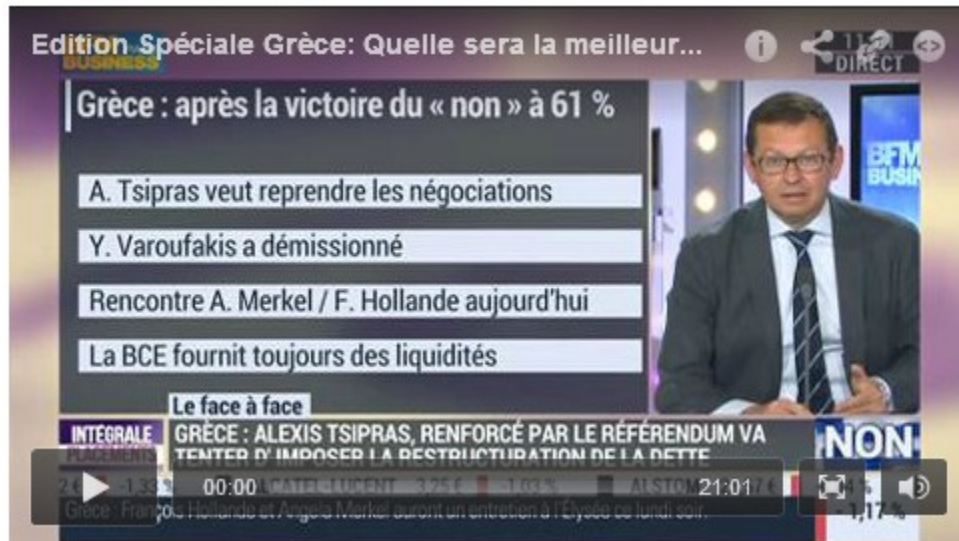
leurs 300 milliards parce que ce serait avouer qu'on a endetté les peuples européens pour maintenir ces taux [bas] jusqu'aux bouts. »

« Qui va s'asseoir sur les 400 milliards ? Ce n'est pas [Tsipras], c'est vous ! Donc tout va bien pour lui, il n'est plus endetté »

« Ceux qui sont endettés aujourd'hui, ceux qui sont dans la mouise aujourd'hui, c'est nous ! Ce n'est pas eux ! » Etant donné qu'une fois et demi de le PIB est sorti du pays ces dernières années, le retour à la drachme et la dévaluation apporteront une bouffée d'air à ces personnes qui ont pu sortir leurs capitaux.

Pour que la Grèce ait une chance de s'en sortir, selon notre Econoclaste, la solution « **c'est de quitter l'euro et de s'asseoir sur ce qu'ils nous doivent.** » En faisant ça, l'inflation dans le pays devrait certes augmenter, mais toujours selon Olivier Delamarche, les rentrées de capitaux des personnes qui avaient sorti leur argent entre autre, compenseront et éviteront l'hyper-inflation.

« **A ce moment là ils vivent avec une monnaie qui leur correspondra et ils ne vivent pas avec le deutschemark qui ne leur correspond pas** »



<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/edition-speciale-grece-quelle-sera-la-meilleure-solution-apres-ce-non-olivier-delamarche-vs-marc-riez-0607-579582.html>

## "Coup" d'État en Grèce : Varoufakis remplacé par un... eurosceptique !

par Le Yéti - Brèves de Yéti 6 juillet 2015



Réveil difficile : à peine connu le triomphe du NON au référendum de dimanche, **Yanis Varoufakis a démissionné lundi matin de son poste de ministre des Finances**. Ou plutôt a été invité à démissionner par Alexis Tsipras, si l'on en croit les [explications du partant](#) :

« Peu après l'annonce des résultats du référendum, je me suis laissé dire que certains membres de l'Eurogroupe, et autres "partenaires", avaient une certaine préférence pour mon "absence" lors de ces réunions ; une idée que le Premier ministre a jugée potentiellement judicieuse pour lui permettre de parvenir à un accord. »

### **Le dégoût des créanciers**

Ce qui ressort de ce véritable "coup" d'État, c'est qu'Alexis Tsipras est bien décidé à n'emprunter que le chemin exclusif des négociations avec l'Eurogroupe. Deux pistes s'offrent à lui :

- nommer un nouveau ministre "conciliant" : **une erreur qui serait fondamentale** puisque l'Eurogroupe et la Troïka, comme ils l'ont sans cesse montré ces derniers mois, **NE VEULENT PAS D'ACCORD AVEC LEURS PARTENAIRES, MAIS LEUR SOUMISSION** ;
- nommer un ministre tout aussi "inflexible" (mais plus "diplomate") que Yanis Varoufakis : **une partie sacrément gonflée** de la part du Premier ministre grec, puisque, fort du résultat du référendum, ce serait vouloir carrément soumettre la Troïka et les créanciers à SES conditions.

En attendant, laissons le mot de la fin au valeureux démissionnaire :

« Et je porterai le dégoût des créanciers avec fierté. »

---

**ALERTE : Yanis Varoufakis a été officiellement remplacé au poste de ministre grec des Finances par Euclide Tsakalotos, 55 ans, qui, [selon Jacques Sapir](#), ne cacherait pas être devenu... « eurosceptique » !**

*Lire => [Le message très ferme d'Euclide Tsakalotos](#)*

Le gouvernement Tsipras s'orienterait donc vraisemblablement vers la seconde hypothèse émise ci-dessus, avec une variante supplémentaire : la possibilité d'un Grexit en bonne et due forme.

Signe renforçant cette ultime piste : **le refus affiché de l'Allemagne de reprendre les négociations** après le résultat du référendum. Mais on n'oubliera pas non plus, **[l'échange téléphonique entre Alexis Tsipras et Vladimir Poutine](#)** ce lundi matin.

Rappelons enfin **ce point de détail important** : selon les règles de l'Union européenne, aucun pays membre ne peut être exclu autoritairement de l'UE par les autres ; seul peut en sortir un pays demandeur.

## **LES GRECS, DES PESTIFÉRÉS !**

**François Leclerc 7 juillet 2015**

**Paul Jorion** : il est très rare que je me sente obligé de marquer des réserves par rapport aux analyses de François Leclerc, mais c'est le cas pour le présent billet. Le mécanisme de la **décompensation** est bien connu : à une euphorie exceptionnelle, succède une déprime, due à la baisse brutale de l'adrénaline. J'ai le sentiment de l'observer aujourd'hui parmi tous ceux qui s'étaient réjouis du « Non » massif au référendum de dimanche.

Bien sûr, je répète moi-même que le comportement de la Troïka (inspirée par l'Allemagne) est suicidaire et il est possible que le processus d'**apoptose** (suicide programmé d'un organe qui se sait condamné) de la zone euro soit entamé, mais il me semble prématuré de l'affirmer : le pire n'est pas encore certain !

Matteo Renzi, le président du conseil italien, assignait hier au sommet européen de ce soir l'objectif d'indiquer « une voie définitive pour résoudre » le problème posé par la Grèce après la victoire du « non » au référendum. Ce sommet ne tranchera pas encore mais ne règlera rien, une fois de plus. Tout au plus peut-on attendre un sursis.

Comment pourrait-il être désormais évité que la Grèce, asphyxiée financièrement, sorte de l'euro ? Quel compromis le permettrait-il ? Après avoir remplacé son ministre des finances et s'être appuyé sur l'ensemble des partis politiques grecs (sauf Aube Dorée), Alexis Tsipras a multiplié les contacts téléphoniques, y compris avec Christine Lagarde et l'Américain Jack Lew, mais il a joué ses dernières cartes.

Que peut obtenir François Hollande, qui s'est trop tardivement réveillé et n'éludera pas ses responsabilités ? Il a préféré masquer ses divergences avec Angela Merkel après sa rencontre d'hier soir, au nom d'un moteur franco-allemand qui a vécu et dont il ne peut être préservé que le mythe : l'Allemagne imprime désormais seule sa marque en Europe. Ne s'étant jamais démarqué de la politique d'Angela Merkel au prétexte de mieux l'influencer, il a perdu en essayant, sans résultat, de biaiser.

Quel est le véritable gagnant, si ce n'est le monde libéral des grandes affaires et de la finance qui va faire la pluie et le beau temps dans l'Europe qui se prépare ? La régulation financière est une affaire du passé, de nouvelles règles contraignantes de *gouvernance* européenne vont émerger. Pour le reste, le chemin est tout tracé : les inégalités de toutes natures – entre pays, au sein de chaque société – se développent et rendent précaire une union qui va marcher à reculons. L'Europe ne représente plus un espace partagé au sein duquel les ressources et les cultures sont mises en commun mais un système de contraintes affranchies de tout contrôle démocratique et au profit du marché. Son délitement a commencé et ne peut que s'accroître.

Pour parvenir à leurs fins, les plus hautes autorités européennes auront joué un double jeu, asphyxiant financièrement d'une main la Grèce et organisant de l'autre un simulacre de négociations qui n'avaient d'autre but que d'obtenir la capitulation du gouvernement grec. Tout du long de ces semaines, ils ont manipulé les opinions publiques avec le soutien de médias complaisants, joué de la confusion qu'ils entretenaient et des histoires qu'ils racontaient. Le pire a été entendu quand ils ont reproché à un gouvernement qui n'en avait ni le temps, ni les moyens, de ne pas avoir réformé en cinq mois une société avec laquelle leurs banques et leurs entreprises ont des années durant fait des affaires, après avoir fermé les yeux lors de l'entrée de la Grèce dans la zone euro, puis s'être rendu coupable de soutien abusif.

Au moment de trancher, les créanciers de la Grèce n'assument même pas leur politique. Ils s'efforcent de faire prendre à la BCE la responsabilité d'enclencher la phase finale. En organisant pour la frime un nouveau sommet. Dernière

pantalonnade, ils sont capables pour se dédouaner de décider d'un *plan humanitaire* pour la Grèce.

La Grèce est traitée comme une rebelle condamnée à l'exil. Il ne lui est pas pardonné d'avoir utilisé l'arme de la démocratie. Ses créanciers ne veulent pas admettre qu'ils ont eux-mêmes aggravé le caractère insoutenable de sa dette et que la mise en œuvre de leurs exigences a produit un désastre. Pour le masquer, il ne reste plus qu'à faire des Grecs des pestiférés. Des *assistés* comme ils disent quand ils veulent rabaisser.

## Fête nationale et endettement

07 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Comme on pouvait s'y attendre, les Grecs ont voté "non". Lorsqu'on demande à un débiteur s'il préférerait ne pas payer, que peut-on attendre d'autre ? Imaginez ce qui se passerait s'il n'avait jamais eu l'argent. Lorsque les élites gouvernementales empruntent, l'argent va rarement aux électeurs. Pas étonnant qu'ils ne veuillent pas payer la facture.

***C'est encore plus notable en Chine, où le marché a perdu près de 30% sur les trois dernières semaines***

L'Europe retient donc son souffle, attendant de voir ce qui va se passer ensuite. Nous sommes assis dans le hall d'un hôtel de Londres — où un écran de télévision nous dit que "les marchés chutent".

C'est encore plus notable en Chine, où le marché a perdu près de 30% sur les trois dernières semaines — effaçant 3 000 milliards de dollars de "richesse" qui n'a jamais vraiment existé.

En ce qui nous concerne, nous avons passé ces derniers jours à Baltimore — fête nationale américaine oblige.

Le 4 juillet, il a plu tout le long de la journée. Un groupe de tambours et pipeaux défilait dans Charles Street, sous une pluie battante. Vêtus d'uniformes de 1800, ils traversaient la foule qui attendait au pied du Washington Monument, au coeur du quartier historique de Baltimore, Mount Vernon. Jeunes et vieux étaient rassemblés sous des parapluies. Des bannières proclamaient le 200<sup>e</sup> anniversaire du monument.

La veille de la célébration, nous avons eu droit à une visite privée. Le monument est une merveille de maçonnerie — la colonne centrale est soutenue par une fondation voûtée, faite de brique et de pierre. Il y a 225 marches entre la base et le sommet.



En hommage aux contributions de sa profession, le maître de la loge maçonnique locale avait été chargé de prendre la parole pour les félicitations habituelles. Il était vêtu de noir, bardé de médailles et portait en outre un chapeau haut-de-forme. Ne connaissant rien des francs-maçons, nous n'étions pas certain que ses vêtements étaient modernes ou à l'ancienne mode.

“On ne verrait jamais une chose pareille en France”, murmura Elizabeth.

“Son costume, tu veux dire ?”

“Non... je veux dire un franc-maçon à un événement gouvernemental”.

### ▪ **Politiciens de tous ordres**

Les francs-maçons sont craints et méprisés, en France. On pense qu'ils ont passé un pacte avec le diable... ou pire, avec des Anglo-Saxons ! On dit qu'ils tirent les ficelles et complotent en coulisses. En quoi cela les différencie-t-il des politiciens de tous horizons, mystère.

***Les politiciens sont réélus en donnant des choses qui ne leur appartiennent pas***

Une fois le danger caché descendu de l'estrade, le danger évident y monta : la maire de Baltimore, Stephanie Rawlings Blake.

“Elle a terriblement mal géré les émeutes”, nous a dit un ami. “Elle travaille dur à se racheter”.

Les politiciens sont réélus en donnant des choses qui ne leur appartiennent pas. Ils inaugurent un pont construit avec de l'argent volé. Ils promettent des pensions mirobolantes aux pompiers et aux policiers — et les paient en réduisant les retraites des boulangers et des plombiers. La rédemption, en politique, est basée en grande partie sur l'amnésie. Et la dette. Après quelques années de monuments restaurés et de fonctionnaires corrompus, la plupart des gens ont oublié les affaires et les désastres civiques.

Quant aux emprunts, ils permettent de faire passer les coûts à des gens qui n'ont pas de mémoire — bon nombre n'étant même pas nés. Lorsque la facture finit par arriver, la plupart des gens a oublié qui a contracté les dettes et à quoi elles servaient.

La rénovation du monument de Mount Vernon a lieu une fois tous les 100 ans. C'est le premier monument élevé en l'honneur de George Washington ; construit en 1815, il a été commencé avec des capitaux privés, complétés plus tard par l'état du Maryland. Pour autant que nous en sachions, il n'y a pas eu d'endettement.

Aujourd'hui en revanche, la dette est partout — par pleines montagnes. Et plus les mauvaises nouvelles pleuvent, plus grand est le danger d'avalanches et de

glissements de terrain. Et le problème avec les avalanches, c'est qu'on ne sait jamais ce qui les déclencherà.

## Record: 93,626 millions d'américains en dehors de la population active en Juin 2015

BusinessBourse Le 07 juil 2015

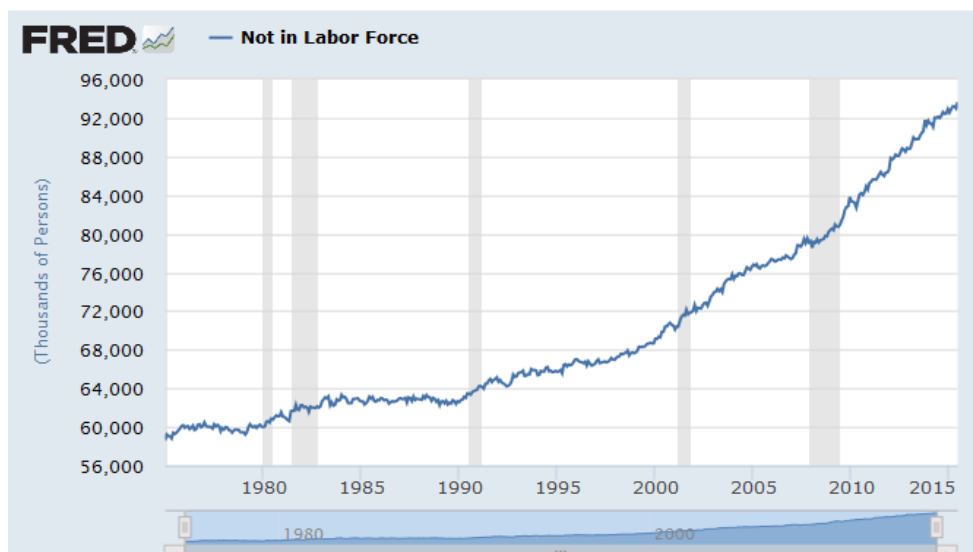
**93 626 000 Américains âgés de 16 ans ou plus sont en dehors de la population active en juin 2015. Le taux de participation au marché du travail a chuté à 62,6 %, le plus bas taux depuis 38 ans, selon les statistiques du département américain du travail (Bureau of Labor Statistics-BLS).**

En juin, d'après le BLS, la population civile non-institutionnelle de la nation, composée d'individus âgés entre 16 ans et plus ne faisant ni partie de l'armée ni d'une institution a atteint 250 663 000 d'américains. De ces derniers, 157 037 000 Américains ont participé à la population active soit en ayant un travail ou en essayant activement d'en trouver un.

Ces 157 037 000 individus qui ont participé à l'essor du pays ne représentent que 62,6% des 250 663 000 civils de la population non-institutionnelle, ce qui représente une baisse record jamais vue depuis 38 ans. Ce taux n'avait pas été aussi bas depuis Octobre 1977, lorsque le taux de participation était de 62,4 %.

93 626 000 d'individus n'ont pas participé à l'effort de la nation. Ces « Américains » n'avaient pas de travail et n'essayaient pas activement d'en trouver un.

**Nombre d'américains en âge de travailler et ne travaillant pas: 93,626 millions**



Parmi les 157 037 000 qui participent à l'effort de la nation, 148 739 000 avaient



un emploi et 8 299 000 en cherchaient un activement.

Les 8 299 000 demandeurs d'emploi représentent 5,3 % des 157 037 000 d'américains participant activement au marché du travail au cours du mois de juin. Ainsi, le taux de chômage est passée de chômage de 5,5 % en mai à 5,3 % en juin.

Le nombre d'employés américains est passé de 148 795 000 en mai à 148 739 000 en Juin soit en baisse de 56 000. Le nombre d'Américains sans emploi a également diminué au cours du mois de 8 674 000 en mai à 8,299 millions en Juin, en baisse de 375 000.

**Olivier Delamarche-9/04/13: Marché de l'emploi US: “les chiffres sont truqués !”**



<https://youtu.be/-Nt1njHyPRE> (Français, 8 minutes)

## [Le “non” grec et l’avenir de la Zone euro](#)

06 juil 2015 | [Françoise Garteiser](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Donc, les Grecs ont dit non.

Et l’Eurozone se retrouve dans le rôle — difficile, ingrat, désagréable — de parents confrontés à leur fille adolescente, fugueuse, accro aux substances illicites... debout devant eux dans le salon, enragée et pleine de défiance après des semaines de drames et de portes claquées, de menaces et de hurlements...

*Le dossier grec est un ratage d’un bout à l’autre*

Que faire ? La déshériter ? Lui claquer la porte au nez et la laisser sur le trottoir, à seize ans, se débrouiller seule ? C’est votre enfant, tout de même, celle à qui vous avez appris à marcher... dont vous avez pansé le genou après sa première chute en patins à roulettes... et si elle a ainsi “mal tourné”, les parents n’ont-ils pas leur part de responsabilité ?

La solution — aussi simple qu’ardue — serait bien entendu de réussir à renouer le dialogue, associer compromis bienveillants et discipline intelligente, et ramener la jeune rebelle à sa place dans la famille.

Personnellement, je ne pense pas que les autorités européennes soient capables d'un tel tour de force. Le dossier grec est un ratage d'un bout à l'autre ; l'Union européenne a mal géré la situation et a perdu le pari que la Grèce finirait par plier sous la pression.

La question du jour — on commence à avoir l'habitude — c'est : et ensuite ?

Une réunion a été décidée en urgence pour le 7 juillet. La prochaine "vraie" grosse échéance — qui pourrait être le vrai point de bascule — a lieu le 20 juillet, date à laquelle la Grèce doit rembourser 3,5 milliards d'euros à la BCE.

En attendant, les contrôles de capitaux sont toujours en place... le ministre des Finances Yannis Varoufakis a démissionné... et les marchés chutent — quoique le plongeon n'est de loin pas aussi catastrophique qu'on aurait pu le craindre (-1,5% pour le CAC 40 à l'heure où j'écris ces lignes).

#### ▪ Une nuance à garder en tête

Ce qu'il faut comprendre absolument, c'est que la Grèce n'a *pas* voté non à l'euro/l'Union européenne. Elle a dit non à l'austérité.

*Les autorités politiques et bancaires nous ont mis dans ce pétrin, il y a très peu de chances qu'elles parviennent à nous en sortir* Dans les faits, elle demande aux autorités de réexaminer la situation, de revenir à la table des négociations, de réfléchir encore, de trouver, en deux mots, une meilleure solution. Ce qui ne signifie pas qu'un Grexit sera évité... mais que s'il a lieu, il ne trouvera pas son origine en Grèce.

Qui en Europe voudra être le "méchant" — le père inflexible de notre adolescente — celui qui lui coupera les vivres et la mettra à la rue ?

Vous connaissez notre point de vue sur la question, cher lecteur : les autorités politiques et bancaires nous ont mis dans ce pétrin, il y a très peu de chances qu'elles parviennent à nous en sortir. Au contraire — sauf miracle, elles ne feront qu'aggraver la situation. Il y a des bonus à distribuer, des élections à gagner ; on ne va tout de même pas laisser un petit pays du sud enrayer la bonne marche de la machine à fric et à électeurs, n'est-ce pas ?

#### ▪ En attendant...

A votre niveau, je réitère les conseils que nous vous donnons depuis quelques jours. Restez calme ; sur les marchés boursiers, surveillez bien les valeurs bancaires.

[Prenez les quelques mesures de précaution recommandées par Simone Wapler ici même.](#)

Les marchés obligataires seront d'une importance cruciale dans la suite des

événements — nous restons à l'affût sur ce front-là, et nous vous tiendrons bien entendu au courant.

Enfin, notre pétition [NON à la société sans cash](#) prend de l'ampleur — grâce à vous. Merci. Ne nous arrêtons pas en si bon chemin. La crise grecque cristallise de nombreux thèmes que nous abordons de longue date : fermeture des banques, gel des capitaux, contrôles accrus... Chypre n'est pas si loin, et l'effet domino pourrait aller vite.

Signez pendant qu'il est encore temps — et surtout, surtout... faites circuler l'information.

[Il suffit de cliquer ici.](#)

## **« Merkel insiste sur le consensus de l'Eurogroupe ! »**

Charles Sannat 7 juillet 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je ne me lasse pas d'entendre les « bonnes âmes » ayant un avis « autorisé » (qui consiste à répéter la propagande infligée à longueur de temps comme si c'était sa propre pensée) avec des remarques « saisissantes » d'intelligence et de connaissances lorsque l'on affirme de façon péremptoire et avec la certitude des sots :

« Les Grecs n'avaient qu'à payer leurs impôts »... Mais les Grecs les payent les impôts... Enfin les Grecs d'en bas, les Grecs comme vous et uniquement ceux qui travaillent, puisque l'impôt est directement prélevé à la source en Grèce... Il n'y a que les très riches qui ne payent pas d'impôt... Un peu comme chez nous d'ailleurs, où l'artisan est taxé à 33 % sur les bénéfiques mais les entreprises du CAC 40 à 8 % en moyenne...

Ou alors nous avons droit à un extraordinaire : « Avec tous les milliards que l'on a refilé aux Grecs... moi j'en ai assez de payer pour les Grecs, en plus ils ne respectent pas le Règlement de copropriété... » Mais il faudra vous le dire combien de fois mes chers amis ? Les Grecs n'ont pas reçu un euro de votre argent ni de celui des Européens... Ce sont les BANQUES commerciales qui avaient pour 300 milliards de dettes grecques dans leurs comptes, ce qui était suffisant pour « consommer » tous leur fonds propres ou presque et donc faire faire faillite au système bancaire européen.

Les dirigeants de l'époque (Sarko en France avec Merkel et tous les autres) ont décidé de faire racheter directement par les pays européens (dont la France pour 68 milliards d'euros de VOTRE pognon) la dette grecque détenue par les

BANQUES... On n'a rien, mais strictement rien donné aux grecs. Nous n'avons pas sauvé les Grecs, nous avons sauvé les banques et surtout les nôtres...

Cela devrait tout de même relativiser votre générosité... En clair, les citoyens ont été enflés. Vous pensiez aider les Grecs, vous avez aidé à gaver les banques... en particulier les banques allemandes qui avaient le génie génial et absolu d'aller chercher du « bon » rendement en Grèce...

Bon, je pourrais poursuivre la litanie avec « les Grecs ont la plus forte concentration de Porsche »... alors que même dans les pays les plus pauvres, il y a toujours eu des riches avec des belles bagnoles... D'ailleurs, c'est vrai qu'en France avec nos 100 % de dette sur PIB, avec nos retraites payées par de l'argent que nous n'avons pas, nos aides sociales ou médicales financées avec de l'argent que nous empruntons, nous pouvons donner des leçons.

### **Les Français ne payent pas le montant d'impôt correspondant à leurs dépenses...**

Alors vous pouvez donner des leçons aux Grecs affamés, pas soignés, en état de malnutrition y compris infantile. La réalité c'est que demain nous serons les futurs Grecs de nos grands amis les Allemands et sauver les Grecs c'est un peu nous sauver aussi figurez-vous.

### **Il ne s'agit pas de dire aux Grecs plus de dette ! Il s'agit d'être juste !**

Alors toutes les bonnes âmes m'expliquent, et ce sont les mêmes, qu'il faut enterrer les Grecs vivant dans d'horribles souffrances parce « qu'on ne veut pas payer pour eux »... mais se montrent forts généreux avec les milliers de migrants qui débarquent sur nos côtes, enfin sur les côtes grecques et italiennes surtout.

Voilà, on veut bien payer pour le migrant mais pas pour le Grec... Et pourquoi ? Toutes les souffrances humaines doivent être traitées.

### **Alors enfin, et ce n'est pas faute d'appeler à cette solution, oui il faut aider le peuple grec.**

Il faut que les enfants grecs soient nourris et soignés.

Il faut que les médicaments soient distribués.

Que les hôpitaux puissent avoir des draps propres.

Il faut que personne ne soit laissé sur le bord du chemin.

Lorsque tous les Grecs seront soignés et nourris, alors oui, l'Europe aura fait son boulot de solidarité et au bout de 7 années de souffrances imposées... il est temps

de le comprendre.

L'Europe ne peut pas être une punition sans fin et une horreur sans fin pour les peuples, et ne vous méprenez pas : ce qui arrive aux Grecs finira pas vous arrivez si nous ne prenons pas gare à ce que nous imposons aux autres. Être fort est une grande responsabilité vis-à-vis des plus faibles.

### **Pour Merkel, il faut attendre ce que dirons les 18 autres chefs d'États de la zone euro !**

C'est la seule chose que François Hollande aura réussi à obtenir ce soir, et pourtant c'est une avancée qu'il faut saluer car il n'y avait pas d'intransigeance affichée dans la position de Merkel, même si nous savons tous que le diable se cache dans les détails et qu'il y a 1 000 et une façons de faire capoter un processus de négociation, comme l'Allemagne l'a fort bien démontré la semaine dernière.

C'est une avancée car au moment où j'écris ces lignes, l'Espagne semble plus souple à l'égard de la Grèce puisque « Podemos » est en bonne place dans les sondages... L'Italie verrait bien aussi un petit assouplissement. La France aussi évidemment.

Merkel sait néanmoins que tous les autres ou presque soutiendront la position germanique et que la motivation de l'Espagne et de l'Italie risque de vite vaciller. Encore une fois, dès demain la France devrait se retrouver assez rapidement isolée ou en tout cas en position de faiblesse, ce qui explique la grande prudence de François Hollande lors de son point de presse rapide avec « Angela ». Je persiste à dire que la France doit avoir le courage de bloquer tout processus d'éjection de la Grèce de la zone euro pour le moment, et même si je pense qu'à terme la sortie de la Grèce est indispensable mais cela doit se faire dans la plus grande des préparations et des concertations et avec l'Europe et la solidarité européenne.

### **Nous voyons donc, sous les pressions financières et politiques, se reformer l'axe latin auquel la France est évidemment rattachée. L'axe latin contre l'axe germanique.**

Si je suis particulièrement critique sur l'action de notre gouvernement, de notre président et de façon générale de ceux que je surnomme les « mamamouchis », je soutiens sans réserve toute politique qui consiste non pas à « raser gratis » ou à faire croire que nos actes fussent-ils financiers n'ont pas de conséquence, mais toute politique qui vise la justice et l'équilibre aussi bien politique, économique que démocratique.

Laisser tomber la Grèce c'est commettre une erreur politique fondamentale dont

l'Europe et l'euro ne pourront pas se remettre (et dont nous paierons aussi le prix). Laisser tomber la Grèce ce serait une erreur économique évidente parce que ce serait ouvrir la boîte de Pandore de la sortie de l'euro et de la non-irréversibilité de la monnaie unique (qu'à titre personnel j'aimerais sacrément voir disparaître). Une erreur économique encore parce qu'en éjectant la maillon faible, nous prendrions la pire des décisions. Car il y a toujours un dernier et un premier dans une classe. Virez le dernier et l'avant-dernier prend sa place. Au bout du compte, il ne restera que l'Allemagne. La seule solution efficiente en termes économiques serait l'éjection du maillon fort.

Enfin, ce serait une erreur démocratique car ce serait l'Europe des europathes contre celles des peuples. L'Europe des technocrates contre l'intérêt des populations. Ce serait nier la démocratie et les choix populaires qu'une certaine élite aime à qualifier de « populistes » dès que cela vient contrarier ses plans bien établis d'enrichissement entre amis.

Si l'Europe veut survivre elle doit se montrer généreuse et humaine. Pour le moment, elle n'y arrive toujours pas. Comme l'Europe ne sait pas faire notre bien, cela, par définition, la condamne à faire notre mal.

C'est pour cette raison que la politique qui sera menée par le gouvernement français, ultime rempart à la toute-puissance allemande, est aussi cruciale.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

### **Grèce : Euclide Tsakalotos, nouveau ministre des Finances**

« Je porterai le dégoût des créanciers avec fierté », Yanis Varoufakis le jour de sa démission.

Un véritable serviteur du peuple n'a en aucun cas vocation à faire « carrière » et à « durer » pour le plaisir.

Et c'est là toute la différence entre les mamamouchis et les représentants du peuple.

Ces hommes d'exception, avec qui l'on peut être en désaccord, tel n'est pas le problème, sont devenus beaucoup trop rares car bien souvent, hélas, la soupe est tellement bonne qu'elle permet de dissoudre les convictions et le courage. Cela dissout aussi évidemment la grandeur et la liberté.

Être libre c'est ne pas avoir de besoins.

*Charles SANNAT*



## [ATTENTION !! La BCE maintient les prêts d'urgence aux banques grecques mais durcit les conditions](#)

Ce qui revient à dire que les banques grecques n'ont plus droit aux aides européennes et que le robinet de la BCE va être progressivement coupé. En effet, en durcissant les conditions sur les « collatéraux » déposés par les banques grecques à la BCE, cela veut dire qu'en fait les banques hellènes n'auront plus rien à déposer d'acceptable par la BCE. Conséquence : dire que l'on durcit les conditions c'est une expression pudique pour dire que l'on coupe les aides.

Charles SANNAT [Source ici](#)

## [\(livre\) Décroissance versus développement durable](#)

Écosociété.org mars 2011

**[Le développement durable cela n'existe pas.]**



### **Débats pour la suite du monde**

Sous la direction de Yves-Marie Abraham, Louis Marion, Hervé Philippe | Théorie | 240 pages

Le modèle de société issu de la Révolution industrielle, fondé sur le dogme de la croissance économique infinie, s'essouffle. La course effrénée à la production de richesses matérielles, censée satisfaire toujours plus de besoins, entraîne une dégradation de la biosphère très préoccupante pour la survie des générations futures, sans pour autant garantir des conditions de vie décentes aux générations actuelles.

Les auteurs de cet ouvrage collectif, issus d'horizons très variés, se demandent comment nous en sommes arrivés là et ce qu'il convient de faire « pour la suite du monde ». S'ils partagent un même souci d'agir avant qu'il ne soit trop tard, ils ne s'accordent pas en revanche sur les moyens à mettre en oeuvre. Le salut passe-t-il, comme le proposent les partisans d'un « développement durable », par un effort de conciliation entre respect de l'environnement, croissance économique et progrès social ? Ou bien doit-on absolument rompre avec l'impératif de la croissance et remettre en question des institutions telles que l'entreprise, l'innovation technologique, le salariat et même la recherche scientifique, comme le soutiennent les promoteurs d'une « décroissance soutenable » ?

« Toute croissance exponentielle, quel que soit le taux de l'exposant, est invivable à long terme, et le long terme n'est jamais si long que cela... », écrit Michel Freitag. Et s'il fallait, comme le suggère Yves-Marie Abraham, dépasser cette perspective dualiste en allant jusqu'à repenser notre idée même de Nature et réinventer une nouvelle cosmologie ?

## **Le principe de rééquilibrage Européen vole en éclats.** **La philosophie Allemande en défaut.**

Bruno Bertez 6 juillet 2015

La position Allemande :

*Merkel est ouverte*

*mais*

*Elle n'est pas prête à faire des concessions*

Le porte-parole de Merkel s'est exprimé. Vous remarquerez le vocabulaire utilisé: « solidarité, effort », c'est un registre moral, juridique et absolument pas économique. Et c'est le drame de l'Europe, il y a une réalité qui n'est pas morale, mais objective -impossibilité de rembourser- et on lui oppose la morale et le juridisme. Les contrats, face aux crises, volent en éclats, ce qui ne peut être honoré doit être abandonné, le « mort », comme nous disons souvent, doit laisser la place au «vif ». L'esprit Allemand est incapable de comprendre cela.

Si Angela Merkel ne pense pas, contrairement à son vice-chancelier, que la Grèce « a rompu les ponts » avec l'Europe, elle n'est absolument pas prête à faire la moindre concession dit-on dans son entourage.

Avant de rencontrer François Hollande à l'Elysée, lundi à 18 heures, la chancelière allemande Angela Merkel a laissé son porte-parole, Seibert, indiquer en quelques mots comment elle voyait la situation après le référendum en Grèce.

Formellement, « la porte est toujours ouverte » à un accord avec Athènes, a dit Seibert, reprenant une phrase prononcée par la chancelière au Bundestag mercredi 1er juillet. Contrairement à son vice-chancelier, le président du Parti social-démocrate Sigmar Gabriel, la chancelière ne pense donc pas que la Grèce « a rompu les ponts » avec l'Europe.

« Compte tenu de la décision d'hier des citoyens grecs, les conditions pour des négociations sur un nouveau programme d'aide ne sont pas réunies », a déclaré Seibert.

Selon lui, le vote de dimanche « est un rejet du principe qui a guidé les aides aux

pays [européens en difficulté], le principe selon lequel la solidarité et les efforts sont indissociables », a poursuivi M. Seibert. Or, « le gouvernement allemand reste fidèle à ce principe » qui, selon lui, a fonctionné dans les autres pays qui y ont eu recours.

Ce principe du « donnant -donnant » est une imbécillité puisque « aide contre austérité » aboutit à ce que l'activité économique se réduit , la croissance disparaît, les moyens de rembourser s'évanouissent. Le principe invoqué est un principe d'échec! Le fait de mentir et de dire que pour les autres, cela a fonctionné ne change rien à l'affaire, car tout le monde sait que les deux pays concernés, l'Italie et l'Espagne n'ont qu'un succès cosmétique, maquillé, et que le réel , la production de richesse, l'emploi, l'investissement et surtout le passif du bilan , tout cela reste défailant.

C'est en cela que l'affaire Grecque est grave, elle souligne, elle met le doigt sur la faille du système d'ajustement voulu par Merkel et accepté par Sarkozy. « Aide contre austérité », cela ne marche pas. L'économie, c'est une dynamique, pas un contrat! C'est dramatique car on ne voit aucune solution proposée. Nous le répétons , ce qui ne peut être payé ne le sera pas et dire le contraire est un non-sens qui empêche l'examen d' autres pistes telles que les restructurations, moratoires, conversions/swaps de dettes.

« Angela Merkel attend donc désormais ce qu'Alexis Tsipras a à dire aux Européens. Mais, pour elle, il ne saurait être question de négocier un troisième programme d'aide et encore moins de rediscuter de la dette ». Un allègement de la dette « n'est pas un sujet pour nous », a indiqué le porte-parole du ministère des finances, Martin Jäger. « Je ne vois pas de raison de nous lancer à nouveau dans cette discussion », a-t-il ajouté.

Tout se passe donc comme si l'Allemagne se préparait désormais à une sortie de la Grèce de la zone euro. Celle-ci deviendra inévitable au fur et à mesure qu'Athènes se révélera, faute d'accord avec ses créanciers, incapable d'honorer ses remboursements et que la Banque centrale européenne cessera d'assurer le financement de son économie.

Une sortie de la Grèce de la zone euro serait-il un échec pour Angela Merkel ? Evidemment, celle-ci ne le voit pas ainsi. Du moins ne le reconnaît-elle pas. Mercredi, au Bundestag, la chancelière a donné sa définition de ce qu'est un bon Européen.

« Je le dis clairement : un bon Européen n'est pas celui qui recherche l'unité à tout prix. Un bon Européen est celui qui respecte les traités européens ainsi que le droit national et qui, de cette façon, contribue à ce que la stabilité de la zone euro ne se

détériorer pas. » Hélas, cela s'appelle penser faux, car dans ce domaine, ce qui compte ce n'est pas le respect de la parole, mais la possibilité concrète de respecter sa parole! On le voit, mois après mois avec la dérive Française, les dates butoirs pour le rééquilibrage sont cesse reportées, et elles finiront par être abandonnées.

Contrairement à la plupart des autres pays de la zone euro, dont la France, l'Allemagne – conservateurs et sociaux-démocrates confondus – est désormais convaincue qu'une zone euro sans la Grèce serait plus stable qu'une zone euro dont les principes seraient bafoués par un de ses membres. Dans cette fausse logique, ne pas sauver la Grèce, c'est, pour les Allemands, d'une certaine façon, sauver l'Europe.

C'est en fait toute une conception de l'Histoire et de la philosophie qui est en cause, une conception qui nie le mouvement, qui nie la dialectique et le dépassement des antagonismes.

L'esprit positif Allemand ne peut intégrer le mouvement de l'Histoire et concevoir que ce qui a été fixé par les pères fondateurs de l'Europe, Kohl en particulier, soit dépassé, inadéquat. Les pères fondateurs ont conçu un carcan adapté aux préoccupations du moment-faire un euro solide, un euro-DM- ceci se révèle une faille qui met en danger l'esprit même du dispositif européen: la volonté des peuples de vivre ensemble.

## **Et si la Grèce faisait (un peu) le sale boulot ?**

*Posté le 7 juillet 2015 par Bruno Colmant*

Rarement une crise souveraine aura fait couler autant d'encre.

Tous les ingrédients d'une tempête monétaire et politique sont présents : une démocratie dont les dirigeants exaltés obtiennent un plébiscite dans un climat qui pourrait sembler pré- insurrectionnel alors que le pays a besoin de profondes réformes, des créanciers pétrifiés devant un scénario monétaire inconnu, des instances européennes dont les rouages semblent rayés, des banques centrales et des chefs d'Etat qui naviguent à vue dans cette mer d'euros sans plus savoir qui est le capitaine.

Il y a un parfum d'ouragan sur le Caine (un extraordinaire film de 1954 mettant en scène Humphrey Bogart) dans cette ambiance enfiévrée.

Mais derrière les images, il y a des hommes et des vies.

Il y a ce qu'on appelle l'économie réelle.

Et là, derrière le décor des théâtres diplomatiques, il y a des pays du Sud de

l'Europe qui sont en souffrance, avec des taux de chômage étourdissants et une jeunesse qui ne trouve pas sa place dans une configuration monétaire inadaptée à la crise.

Dès le début de la crise souveraine, la BCE a choisi de sauver l'euro et d'en assurer la force par une politique monétaire excessivement restrictive. Les Etats européens ont, quant à eux, privilégié des politiques malheureusement pro-cycliques de contraction budgétaire. Ces dernières ont probablement sabordé les économies des pays les plus faibles, ainsi que le FMI l'a signalé.

Alors, au-delà de l'indécence **inacceptable et coupable** de la gestion des finances grecques, une question est engagée : est-ce que la zone euro doit réellement mettre en œuvre la politique de restriction budgétaire prévue dans le Pacte de Stabilité et de Croissance afin de réduire son endettement et ses déficits publics à court terme alors que la croissance est trop faible et l'inflation inexistante ?

Il faudrait peut-être surseoir à ces politiques pendant 2-3 ans avant de revenir à des bases économiques plus homogènes et mieux stabilisées en Europe.

C'est peut-être cette interrogation qui est soulevée par la crise grecque. Celle-ci véhiculerait alors un utile message d'économie.

## **Ich bin ein Grieche !**

*Posté le 6 juillet 2015 par Bcolmant*

Une des principales revendications de la Grèce est le rééchelonnement de sa dette publique.

Cette exigence suscitera une confrontation majeure et frontale avec ses créanciers.

Mais, ce que tout le monde semble oublier, c'est pourquoi cette dette est détenue par des créanciers étrangers, alors que dans tout autre pays européen, la moitié de la dette publique, et souvent même bien plus, est détenue par des institutions locales.

La raison en est simple : au moment de son entrée dans la zone euro, en 2001, la Grèce n'a plus dû couvrir son risque de change et a donc pu emprunter à des conditions allemandes.

Mais comme Berlin n'est pas Athènes, la Grèce a offert un léger surcroît de taux d'intérêt, appelé un *spread*, pour couvrir un hypothétique risque de défaillance.

En période de taux d'intérêt déclinants, les institutions financières européennes acquièrent donc ces obligations grecques, croyant obtenir sans risque quelques pourcents de pourcents de rendement.

Mais, en finance, il faut se méfier du Saint quand le miracle est trop beau.

Et arriva ce qui arriva...

C'est ainsi que la quasi-totalité de la dette grecque fut progressivement financée par des institutions financières privées étrangères qui, pour être sauvées, purent vendre aux pouvoirs publics cette même dette, après avoir volontairement accepté un abandon de créance.

Aujourd'hui, la Grèce engage la question de sa propre dette publique.

Mais ne nous faisons aucune illusion – et je l'écris avec une paisible calligraphie pour les esprits critiques -, nos économies seront confrontées un jour au même problème puisque nos dettes publiques, présentes et à venir (pensions, soins de santé, etc.) sont incompatible avec la richesse que nous générons, déjà écornée par de faibles taux de croissance et d'inflation, et une démographie déclinante.

Quand, sournoisement, nous serons confrontés à cette réalité, nous devons adapter nos bénéfices sociaux ou notre dette.

Contrairement à la Grèce, cela pourra s'effectuer entre nous : les créanciers et les débiteurs qui se feront face seront les ressortissants du même pays.

Mais ce jour-là, que j'espère très lointain, nous serons un tout petit peu grecs.

## **OXI à plus de 60 % : la déculottée de la secte européenne**

par **Le Yéti - Brèves de Yéti** 6 juillet 2015





Allez, ne boudons pas notre plaisir. **Le NON à plus de 60%**, ce n'est plus une victoire, mais un formidable coup de pied au cul des grands prêtres arrogants de la secte européiste qui prétendait dicter sa conduite au peuple grec. Une humiliante déculottée.

Quel soulagement, quelle jubilation que de voir la démocratie (grecque) mettre sa main sur la figure de la technocratie saloparde des Juncker, Dijsselbloem, Schulz, Merkel, Hollande, Sapin et de leurs grotesques propagandistes médiatiques, ouïstes en diable envers et contre tout, sans crainte du ridicule !



*Tweet précipitamment retiré par son auteur, directeur-adjoint des rédactions du Monde, après publication du verdict grec.*

## **Après la bataille, gagner la guerre**

**Mais gagner une bataille est une chose, gagner la guerre en est une autre.** Car il s'agit bien d'une guerre. J'entends ce soir Alexis Tsipras [en appeler](#) à la réouverture urgente de négociations.

Maintenant qu'il a gagné son référendum à plate couture, et sans vouloir le dégoûter, on peut bien le dire : si Alexis Tsipras pense pouvoir infléchir la position de ceux d'en face par ce résultat sans appel, eh bien, il se met le doigt dans l'œil et peut d'ores et déjà préparer autant de consultations populaires pour essayer de s'en persuader que ça ne changerait rien.

**Il n'y aura AUCUN accord entre la Grèce et les voyous de la Troïka**, et ce pour deux raisons :

- ceux-là n'ont plus les moyens d'accorder leur aide à qui que ce soit ;
- ceux-là sont infiniment trop stupides et bornés pour en avoir la moindre velléité.

De fait, il n'y a **plus guère d'autre solution — et on s'y achemine — qu'une désintégration de la zone euro.**

Mais non, non, ce soir, ne boudons pas notre plaisir. Alexis Tsipras fera bien ce qu'il veut. C'est un grand. On aura toujours loisir de reparler de tout cela dans les jours à venir. Ce soir est soir de fête. Ouzo et retsina pour tout le monde. Au fait, comment dit-on merci en grec ? Ah oui :

**Ευχαριστώ !**

## **[Fiche de secours à l'usage de ceux qui veulent suivre ce qui se passe en Grèce](#)**

**6 juillet 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)**

Après la large victoire du “non” en Grèce, je me suis réveillée complètement noyée sous les opinions, analyses, avis, tribunes, exhortations contradictoires. Chacun a son idée bien précise de ce qui va se passer en Grèce. Certains nous annoncent une sortie obligatoire du pays de la Zone euro. D'autres mettent en avant les espoirs de conciliation. Personne ne sait ce que va faire Tsipras. Ce que sont prêts à concéder Merkel et la BCE. Ou ce que signifie réellement à court et moyen terme le vote des Grecs.

Au milieu de tout ce maelström, de ces tourbillons contraires, voici les points importants à garder en tête, les réactions et décisions à surveiller — celles qui pourraient réellement peser dans l'évolution de la situation. Tout le reste n'est qu'improbabologie...

- **Le fait à ne pas oublier** : la Grèce ne pourra pas rembourser sa dette. Nous pouvons ergoter, se jeter à la tête fautes et culpabilité respectives, restent les faits : la dette grecque n'est pas soutenable et la solution la moins stupide serait de l'effacer (soit par une nouvelle restructuration, soit par un défaut).

Car le non-remboursement du FMI n'est que la partie immergée de l'iceberg. La Grèce est endettée à hauteur de 175% de son PIB et doit encore 18,6 milliards d'euros à ses différents créanciers d'ici la fin de l'année.

Le *Financial Times* a d'ailleurs établi une excellente infographie reprenant les différentes échéances de remboursement auxquelles Athènes a été et va être confrontée cette année.

Aujourd'hui, ce sont des solutions alternatives au défaut/restructuration qui sont étudiées, et tout particulièrement celle d'un troisième plan d'aide. Le FMI estime ainsi que, pour tenir jusqu'en 2018, la Grèce aura besoin d'un nouveau plan d'aide d'au moins 60 milliards d'euros et d'une décote de 30% sur ses dettes actuelles. Tsipras estime quant à lui que le pays a besoin de 30 milliards (et d'une décote de 30%).

Vous imaginez l'enthousiasme de pays comme l'Allemagne, la Pologne et les pays du Nord de l'Europe à ces estimations...

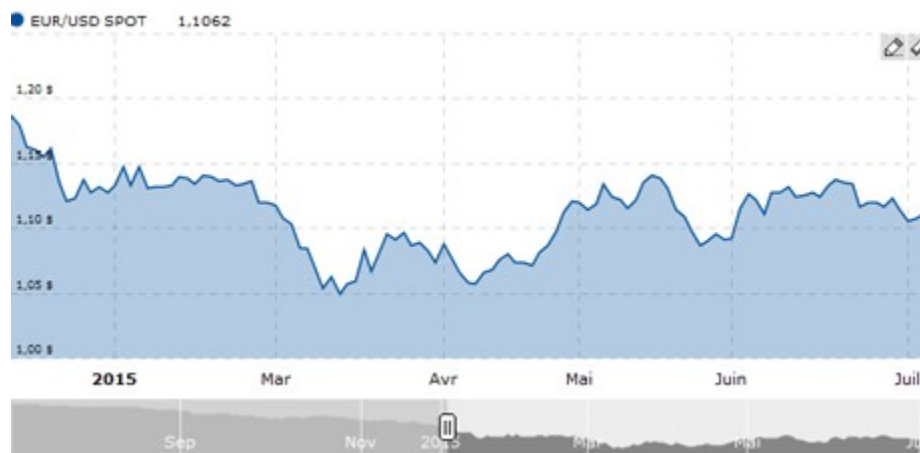
... Et vous imaginez sans peine ce qui se passera dans trois ans quand on redécouvrira que la Grèce ne peut pas rembourser ces dettes, qui se seront encore alourdies dans l'intervalle...

- **L'attitude à surveiller de près** : celle de la BCE face aux banques grecques. La Banque centrale européenne tient à bout de bras les établissements grecs en leur fournissant des liquidités via le fonds d'urgence ELA. Une véritable mise sous aide respiratoire artificielle pour ces banques mais aussi un énorme levier de pression sur Athènes.

Hier, Athènes a demandé le relèvement du plafond de liquidité d'urgence, demande qui va être examinée dès aujourd'hui par le Conseil des gouverneurs de la BCE. Plusieurs scénarios sont possibles mais le plus probable, c'est qu'il décide de maintenir inchangées les aides aux banques grecques... ce qui revient à les laisser s'asphyxier à petit feu, alors que les Grecs sont toujours confrontés à la fermeture de leurs banques et aux contrôles des dépôts.

- **La réaction à suivre** : celle des marchés obligataires et de l'euro. Impossible de se fier à la réaction des marchés actions face à cette crise. Entre euphorie et profonde dépression, ils sont manifestement maniaco-dépressifs. Un coup d'oeil sur l'euro et les rendements des obligations souveraines des pays périphériques et de l'Allemagne nous donne une bien meilleure image de la réaction des investisseurs.

Côté euro, c'est très loin d'être la panique. La monnaie unique a en outre très largement salué la démission de Yanis Varoufakis, le ministre des Finances grec. Et sur ces derniers mois, elle est plutôt stable.



Côté obligataire, si on observe une légère tension sur les taux des pays périphériques, nous sommes encore loin, très loin, d'une contagion obligataire.

- **La nomination qui donnera le "la"** : celle du nouveau ministre des Finances. Qui sera-t-il ? Quelle sera sa position face aux créanciers ? Selon le choix qui sera fait, nous devrions en savoir plus ce que veut le gouvernement grec et la position qu'il tiendra dans les prochaines discussions...

- **La décision qui pourrait changer la donne** : la mise en oeuvre d'une monnaie parallèle, pas forcément la meilleure des solutions mais peut-être une des "moins pires" dans ce contexte particulièrement difficile. Cette solution permettrait à la Grèce de retrouver une certaine liberté d'action tout en restant dans le cadre officiel de la monnaie européenne.

- **La décision pourrait signifier beaucoup pour vous** (attention, je retombe dans l'improbabologie) : Des rumeurs persistantes (venues du *Financial Times*) depuis le week-end dernier font état de la mise en place de prélèvement de 30% sur tous les comptes grecs dotés de plus de 8 000 euros. L'information est très loin d'être confirmée — elle a même été démentie Louka Katseli qui dirige la Banque nationale de Grèce — mais un possible prélèvement sur les dépôts créerait un

dangereux précédent sur la protection des dépôts en-deçà de 100 000 euros, la règle qui prévaut actuellement dans l'UE.

## Nette tension des taux d'emprunt des pays du sud de la zone euro

BusinessBourse Le 06 juil 2015

**Les taux d'emprunt des pays du sud de la zone euro se tendaient nettement, mais sans excès, lundi matin sur le marché de la dette, en raison des incertitudes découlant du non grec au référendum.**

Vers 08H10 (06H10 GMT), le taux à 10 ans de l'Espagne progressait à 2,349% contre 2,212% vendredi à la clôture sur le marché où s'échange la dette déjà émise. Le taux de l'Italie se tendait à 2,380% (contre 2,248%) et celui de la Grèce à 14,800% (contre 14,630%).

Source: [boursorama](#)

## The G Day

Marc Fiorentino [Morning Zapping](#) 007/07/2015 à 07h17

Depuis le début de la nouvelle crise Grecque on évoque souvent à tort "la réunion de la dernière chance". Mais aujourd'hui cette expression prend tout son sens. C'est le jour de la Grèce, the G day. Ce soir, sauf surprise, nous saurons si la Grèce restera ou sortira de la zone euro. L'heure de vérité a enfin sonné. A moins qu'il y ait encore...un énième rebondissement et un deal boiteux.

### GREXIT OU DEAL BOITEUX ?

Alexis Tsipras va faire des propositions aux leaders Européens aujourd'hui. Si elles sont acceptables, un nouveau plan d'aide sera décidé, nous dilapiderons 60 milliards de plus, la Grèce fera quelques réformes insuffisantes et la crise sera repoussée de quelques mois.

Si elles sont inacceptables, la Grèce entamera son exode en dehors de la zone euro. Un exode pour lequel elle a déjà, implicitement, voté massivement oui dimanche.

Ce n'est pas le sort de la zone euro qui se joue aujourd'hui, c'est le sort de la Grèce.

### QUI EST TSIPRAS?

On saura aujourd'hui si Tsipras est un opportuniste, habile joueur de poker et politique accroché au seul pouvoir et prêt à tous les compromis pour le conserver ou si c'est un vrai homme de conviction, révolutionnaire, rêvant de

fédérer l'Europe des extrêmes pour proposer une alternative à l'Europe capitaliste et libérale de Bruxelles.

### QUI VEUT LA PLACE DE DRAGHI?

Draghi veut éviter d'être le bourreau qui va exécuter la sentence qui pourrait être prononcée à l'issue de la journée. Mais c'est en fait lui qui devrait entériner et faire expulser la Grèce de la zone euro si le plan Tsipras n'est pas acceptable. Les banques Grecques n'ont en effet plus d'autres ressources que la Banque Centrale Européenne. Si le plan Tsipras est refusé, Draghi doit, c'est dans son mandat, cesser d'alimenter les banques Grecques. Si c'est le cas, la Grèce n'aura plus d'euros et devrait basculer d'abord vers des I.O.U., des reconnaissances de dettes, puis vers la drachme. Mais rien n'est joué encore.

### LA PASSION DES MARCHÉS

Pendant que nous avons tous nos yeux rivés sur la Grèce, un marché a connu une de ses journées les plus agitées: le pétrole. Il a chuté de 8%. Ce sont des journées comme celle d'hier sur le pétrole qui font que ma passion pour les marchés reste toujours aussi forte. Ce que j'aime dans les marchés c'est que c'est un mélange de d'offre et de demande, de géopolitique, de macro économie et de psychologie et on a eu tout ça hier en une seule journée. Le pétrole s'est effondré. Géopolitique d'abord. Les négociations avec l'Iran arrivent à leur terme. Sauf surprise de dernière minute, il devrait y avoir un accord sur le nucléaire. Qui dit accord, dit levée progressive des sanctions et donc retour massif de l'Iran sur le marché pétrolier.

### ÉCONOMIQUE

La Chine est aussi citée comme une des raisons de la chute du pétrole. Géopolitique avec l'Iran, économique avec la Chine. La Chine n'en finit pas de voir son économie ralentir. Un ralentissement à l'origine voulu par le gouvernement Chinois mais qui ressemble de plus en plus, à l'image de la Bourse de Shanghai, à un dérapage totalement incontrôlé. Ce ralentissement affecte toutes les matières premières du fer au cuivre en passant évidemment par le pétrole. Offre et demande ensuite. N'oublions que normalement le cours sur le marché d'un actif est supposé refléter aussi l'équilibre entre l'offre et la demande.

Demande Chinoise en baisse mais offre Américaine pléthorique. Pour la première fois depuis un an, le nombre de puits exploités aux Etats-Unis repart à la hausse et c'est peut être l'élément essentiel qui a fait basculer le pétrole à la



baisse en tendance lourde depuis quelques mois.

## PSYCHOLOGIQUE

Et enfin l'aspect psychologique.

Élément fondamental sur les marchés. Parfois unique responsable de mouvements totalement erratiques et totalement irrationnels. Pour le pétrole hier, cette dimension c'était la Grèce et la nervosité que la crise Grecque a transmise sur les marchés. En pratique, une sortie éventuelle de la zone euro de la Grèce et une crise aggravée de la Grèce n'a aucun impact direct sur le pétrole mais cette sortie pourrait provoquer une mini panique sur les marchés et c'est aussi ce qu'a anticipé hier le pétrole. Je vous le disais, dans les marchés on trouve tout. C'est ça qui est passionnant.

## MERCI A TOUS CEUX

qui ont massivement envoyé leur candidature pour participer à la dernière de la saison de C'est votre Argent. L'heureux gagnant du jour est Benjamin R. Mais ne soyez pas déçus si vous n'avez pas été sélectionnés: nous vous inviterons à venir pour la prochaine saison de C'est Votre Argent! Un grand merci !

## LE KRACH CHINOIS

continue ce matin.

Le gouvernement s'affole.

Ce n'est pas la chute de 30% qui devrait l'affoler mais plutôt la hausse de 150% en un an avec uniquement des particuliers qui spéculaient à crédit.

## PAUVRE LIVRET A

Le 1er Aout le taux du livret A pourrait être modifié.

[Le gouverneur de la banque de France milite pour que le taux soit baissé, au moins à 0.75%](#), pour être cohérent avec une inflation quasi nulle.

Mais le gouvernement résiste pour ne pas mécontenter les électeurs à l'approche des régionales. Vive le courage politique.

## PRESQUE DRÔLE

Selon un sondage publié par le Parisien, les Français disent non à l'austérité.

Ils n'ont toujours pas compris que nous n'avons pas encore, contrairement aux Allemands, Anglais, Irlandais, Portugais, Espagnols, Grecs et autres pays européens, commencé à connaître l'austérité. Ce n'est pas pour rien que notre chômage explose avec notre dette.

## RENAULT

Lance sa nouvelle berline haut de gamme "Talisman". Les constructeurs Français ne sont pas encore prêts pour le haut de gamme...Même la Dacia est plus sympa.

## FUSION GÉANTE DANS LES MEDIAS

Selon le Wall Street Journal, Prosieben Sat AG et Axel Springer seraient en discussions pour une fusion. Pour une capitalisation globale de 14 milliards d'euros. Next move l'achat de Lagardère par Vivendi ?

VOILA C'EST TOUT

BONNE JOURNÉE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

# [Ne m'appellez plus jamais Union européenne!](#)

Michel Santi 6 juillet 2015

Seul l'attachement des grecs à l'Europe leur a permis de traverser les épreuves et le cauchemar qu'ils subissent depuis cinq ans. Également l'espoir de changer un petit peu cette Europe: de l'humaniser. Après l'échec successif de deux gouvernements (de centre gauche et de centre droit), l'écrasante majorité de celles et ceux qui ont donné le pouvoir à Syriza en janvier dernier ne cherchaient pas nécessairement la rupture. Tout au plus d'infléchir les autorités européennes, de sensibiliser cette Allemagne ainsi que certains des petits pays de l'Union royalement indifférents à leur misère. Les électeurs de Syriza de janvier 2015 ont fait un rêve: celui de la solidarité européenne, tandis que les malades grecs n'ont plus droit aux soins, que les jeunes grecs plus droit au travail, que les vieux grecs plus droit à la retraite, et que les droits humains élémentaires sont bafoués au sein d'un pays partageant notre monnaie, notre bannière et notre culture.

Près de six mois plus tard, le référendum de Dimanche est à haut risque pour la société civile grecque qui risque désormais l'implosion. Quelle qu'en soit l'issue, la Grèce aura certes d'une part échoué à démercantiliser l'Europe, mais les grecs auront surtout échoué à rester unis car la polarisation de la société grecque s'avère aujourd'hui tout aussi radicale que dangereuse. Alors que les partisans du « non » rassemblent les pauvres, les chômeurs et les déçus de la classe moyenne n'ayant plus rien à perdre, et persuadés que le pays peut survivre hors de l'euro. Il semblerait que les adeptes du « oui » soient les riches, les patrons et les émigrés,

effrayés à la perspective d'une sortie de l'Union.

En réalité, les lignes de fracture sont bien plus profondes et là est précisément le danger quasi existentiel menaçant la société grecque qui voit, à la faveur de ce référendum, resurgir ses vieux démons. Histoire familiale, culture, identité, allégeance régionale et nationalisme reviennent désormais sur le devant de la scène politique et sociale grecque, et clivent aujourd'hui ce peuple comme à ses heures les plus sombres. Une portion non négligeable de la nation grecque a en effet une culture du non: de ce non de Metaxas opposé à Mussolini, du non de la gauche grecque aux puissances de l'Axe. De ce non et de ce refus teintés de romantisme et agrémentés de rhétorique nationaliste qui accepte de traverser les épreuves et de subir l'humiliation à condition que ce soit avec dignité. Voilà qui explique la posture des tenants du non au référendum prochain: ayant subi cinq ans de misère, de désespoir et de honte, ils sont désormais prêts à tous les héroïsmes.

Tandis que les défenseurs du oui ne craignent pas uniquement la perte leurs privilèges. Ils comprennent bien que la sortie de l'euro ramènera l'instabilité, la division et le cauchemar hâtivement cachés sous le tapis à la faveur de l'adhésion de leur pays à la Communauté Européenne en 1981. Leur opposition véhémement et frontale à Syriza et à son référendum reflète en réalité leur angoisse d'un retour à la répression et à la dictature ayant prévalu en Grèce pendant des décennies et qui furent relégués dans l'inconscient collectif sans aucune catharsis nationale dès 1981. Entre ces deux mondes là, le schisme est donc profond. Tout les sépare. Sauf leur croyance naïve – aujourd'hui bel et bien évaporée – que l'Union européenne leur ramènerait démocratie et sérénité.

## [Les 10 pays qui bénéficient des plus forts taux de croissance du monde](#)

par Audrey Duperron · 06 juil. 2015 [Express.be](#)

**[Mais cela ne va pas durer longtemps. Si l'économie mondiale s'écroule comme prévu...]**

Le site du Forum économique mondial a récemment publié une liste des économies bénéficiant des plus forts taux de croissance dans le monde. La Chine est à la 13<sup>ème</sup> place du classement, mais la plupart des 10 premiers sont des pays assez inattendus. Les plus fortes croissances s'observent en effet principalement dans des petits pays qui souffrent en principe de très fortes inégalités de revenus, de faibles niveaux de PIB par tête, d'une instabilité politique et d'une corruption généralisée. Cependant, on retrouve l'Inde à la 8<sup>ème</sup> place :

## **10. Mozambique**

PIB 2015 : + 7,20%

PIB 2016 : + 7,30%

PIB 2017 : + 7,30%

PIB 2014-2017 : + 7,30%

Le Mozambique dispose de nombreuses ressources naturelles (gaz, charbon, hydro-électricité) ce qui implique qu'il attire de nombreux investisseurs. Selon certains analystes, ces développements pourraient permettre aux revenus du pays de dépasser l'aide au développement qu'il perçoit de l'étranger dans les 5 prochaines années. Cependant, la plus grande activité du pays demeure l'agriculture, et plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

## **9. Bhoutan**

PIB 2015 : + 7,90%

PIB 2016 : + 8,40%

PIB 2017 : + 7,00%

PIB 2014-2017 : + 7,55%

L'État du Bhoutan dépend largement de l'énergie hydroélectrique, de l'agriculture et des activités forestières pour son économie. Il exporte une grande partie de sa production hydroélectrique à l'Inde, ce qui pourrait lui permettre de générer une croissance durable au cours des prochaines années.

## **8. Inde**

PIB 2015 : + 7,40%

PIB 2016 : + 7,80%

PIB 2017 : + 8,00%

PIB 2014-2017 : + 7,57%

Le Premier ministre Narendra Modi jouit d'une bonne réputation auprès de la plupart des économistes. Le secteur des services compte pour les deux tiers du indien, alors qu'il n'occupe que moins d'un tiers de la main d'œuvre du pays. Cependant, le pays est encore entravé par la corruption, la pauvreté et la discrimination à l'encontre des femmes et des filles.

## **7. Papouasie-Nouvelle-Guinée**

PIB 2015 : + 16,00%

PIB 2016 : + 5,00%

PIB 2017 : + 2,40%

PIB 2014-2017 : + 7,60%

85% de la population travaille dans le secteur agricole, et une industrie minière limitée exporte un éventail de matières premières parmi lesquelles on trouve l'or, le cuivre et le pétrole. Mais le gouvernement est confronté à plusieurs défis : améliorer la sécurité et la confiance des investisseurs, privatiser certaines institutions publiques, et restaurer l'intégrité des instances gouvernementales.

## **6. Côte-d'Ivoire**

PIB 2015 : + 8,00%

PIB 2016 : + 7,70%

PIB 2017 : + 7,50%

PIB 2014-2017 : + 7,80%

Les deux tiers de la population travaillent dans les secteurs liés à l'agriculture. La Côte d'Ivoire est le plus grand exportateur mondial de fèves de cacao et elle est aussi l'un des plus gros producteurs mondiaux de café et de l'huile de palme. Le pays est donc très sensible aux fluctuations des cours sur les marchés internationaux.

## **5. Ouzbékistan**

PIB 2015 : + 7,60%

PIB 2016 : + 7,80%

PIB 2017 : + 8,00%

PIB 2014-2017 : + 7,87%

L'Ouzbékistan effectue lentement sa transition d'une économie soviétique à une économie de marché. Il est le 5<sup>ème</sup> plus gros exportateur mondial de coton, mais il dispose aussi de grandes réserves de gaz naturel et d'or.

## **4. Myanmar**

PIB 2015 : + 8,50%

PIB 2016 : + 8,20%

PIB 2017 : + 8,00%

PIB 2014-2017 : + 8,30%

Le Myanmar a longtemps souffert sous le régime de la junte militaire, mais depuis 2011, il tente de se réintégrer dans l'économie mondiale. Le pays peut miser sur sa nombreuse main d'œuvre jeune et ses ressources naturelles qui attirent les investissements étrangers.

### **3. République démocratique du Congo**

PIB 2015 : + 8,00%

PIB 2016 : + 8,50%

PIB 2017 : + 9,00%

PIB 2014-2017 : + 8,62%

La richesse naturelle du Congo est sa malédiction: il a tant de ressources naturelles que cela stimule la corruption et les conflits. Néanmoins, l'économie congolaise se remet lentement des tumultueuses années nonante.

### **2. Turkménistan**

PIB 2015 : + 8,00%

PIB 2016 : + 9,00%

PIB 2017 : + 9,00%

PIB 2014-2017 : + 9,07%

Le Turkménistan est riche en gaz et en coton, mais la corruption endémique, un système éducatif peu performant et la réticence à adopter les nécessaires réformes de marché constituent des obstacles majeurs à la croissance.

### **1. Ethiopie**

PIB 2015 : + 9,50%

PIB 2016 : + 10,50%

PIB 2017 : + 8,50%

PIB 2014-2017 : + 9,70%

Le pays est dominé par l'agriculture, mais le gouvernement éthiopien fait tout pour

diversifier l'économie et développer l'industrie, le textile, et la production énergétique. Cependant, le revenu par habitant demeure l'un des plus faibles du monde.

## [Le trafic Internet mondial devrait tripler d'ici à quatre ans](#)

par Arnaud Lefebvre · 07 juil. 2015 [Express.be](#)



[Google Datacenter](#)

Selon une étude récente de Cisco citée par le quotidien Les Echos, le trafic IP pour « Internet Protocol », à savoir près de l'ensemble des communications internet, devrait être multiplié par trois de 2014 à 2019. La totalité des données transmises sur les réseaux devrait alors se chiffrer à 2 zettaoctets, ce qui correspond à 2.000 milliards de gigaoctets, précise le journal. Selon Cisco, le trafic Internet mondial en 2019 devrait correspondre à celui des deux dernières décennies, depuis les débuts de l'Internet.

Parmi les raisons de cette hausse significative, le fait que nous vivons dans un monde de plus en plus connecté. Cisco prévoit que le nombre de personnes connectées atteignent les 3,9 milliards alors qu'en 2014, on dénombrait 2,8 milliards de personnes connectées. La population mondiale en 2015 devrait atteindre les 7,3 milliards de personnes, selon les Nations unies. En outre, d'ici à



2019, une personne devrait posséder 3,2 terminaux internet, soit 24 milliards de dispositifs connectables à Internet tels que les smartphones, tablettes, télévisions et montres intelligentes. La vitesse de connexion devrait doubler et atteindre les 42,5 megabits/sec. En 2014, le débit moyen de connexion avait déjà augmenté d'un peu plus de 25%. Une partie importante du trafic, 67%, se fera via le mobile, davantage par le Wi-Fi que par les réseaux cellulaires.

Cette croissance significative du trafic Internet mondial s'explique surtout par la progression de l'emploi de la vidéo qui devrait représenter en 2019, 80% du trafic mondial. Le volume de transmission de données devrait tripler. Grâce à une meilleure accessibilité pour le public, la haute définition, l'ultra-HD ainsi que la vidéo en streaming et la VOD (video on demand) devrait prédominer sur le trafic, conclut Les Echos qui souligne que cette évolution vidéo engendrera de nouvelles exigences en matière de bande passante et d'évolutivité.

## **Déflation : le double jeu des banques et des politiques**

Publié le 7 juillet 2015 Contrepoints

**Politiciens et banquiers aggravent la déflation qu'ils prétendent combattre.**

**Par Pascal Comas.**

Hantise affichée des banques centrales et des gouvernements, la déflation est la raison principale invoquée pour justifier la création monétaire insensée de ces dernières années.

Mettons d'abord les choses en perspective, contrairement à ce que font les banquiers centraux, le nez dans leurs statistiques macro-économiques et appliqués à ne surtout pas émettre un signal clair.

Comme l'expose Larry Edelson, économiste américain du groupe Weiss Research, la planète est prise dans une spirale déflationniste à cause de l'excès de dettes. Nous en sommes à 200 trillions (milliards de dollars – dette publique et privée excluant les ménages). Cette dette est insoutenable et aucune impression monétaire ne peut balancer les effets du nécessaire désendettement. Pour se faire une idée, les QE de la Fed et des autres banques centrales ces dernières années totalisent à peine 5,4 trillions \$ d'impression monétaire. Comparé aux chiffres ci-dessus on comprendra que l'effet inflationniste recherché est une plaisanterie.

Par ailleurs l'endettement censé avoir diminué avec la crise de 2008-2009 a en fait augmenté depuis cette date. L'endettement public a augmenté de 25 trillions \$, soit plus de 3 trillions \$ par an, et la dette globale de 57T\$, soit plus de 7T\$ par an. La

dette globale rapportée au PIB mondial a augmenté de 17% depuis 2007. Parmi les pays les plus endettés, le Japon 517%, Espagne 401%, Allemagne 258%, USA 269%...

Si on ajoute une estimation raisonnable de 200T\$ de dette non comptabilisée (« securitization », « leverage upon leverage » et « shadow banking »), nous avons une dette globale de 400T\$, qui ne peut être que profondément déflationniste. Larry Edelson considère par ailleurs que la plus grosse menace pour l'économie mondiale est l'Europe et sa monnaie unique vouée à l'échec, qui vont entraîner le plus grand effondrement déflationniste de l'histoire et préparera le terrain pour de nombreux conflits... Selon lui seule la Chine et l'Asie du Sud Est échapperont aux conséquences de cette déflation historique.

Face à cette pression déflationniste considérable, il conviendrait de prendre toute une série de mesures exceptionnelles et d'envergure afin de pouvoir contrebalancer l'effet déflationniste du désendettement par une croissance alimentée par des créations de richesses réelles.

Les créations de richesses réelles – et d'emplois – venant toutes des entreprises (nous savons aujourd'hui qu'un emploi public coûte au moins 1,5 emploi privé), il faudrait donc avoir pour priorité de faciliter autant que possible le travail de celles-ci.

Le propos de cet article est de montrer que politiques et banquiers centraux font exactement le contraire, aggravant en cela la déflation qu'ils prétendent combattre, tout en procédant à des créations monétaires dont les effets pervers aggravent la situation.

Nous avons évoqué plus haut avec Larry Edelson deux des principales causes de la déflation actuelle : d'une part l'endettement, favorisé par des politiques keynésiennes et l'absence de réformes ou de remises en cause de modèles sociaux insoutenables ; d'autre part l'utopie de la monnaie unique européenne dont l'actualité éloquente nous évitera plus de développements.

Une autre cause est la suppression de tous les signaux de navigation, les boussoles, et autres radars ayant tous été rendus inutiles voire dangereux par les banques centrales.

[Citons ici Charles Gave](#) : « *Comme la monnaie n'a plus de prix de marché (taux de changes et taux d'intérêts sont partout manipulés), il n'y a plus de prix de marché pour aucun bien ou service, puisque ces deux prix sont à la base de tous les autres prix. Nous sommes donc en train de rentrer dans un système où la croissance économique s'arrête et où la pauvreté gagne partout puisque les*

*entrepreneurs n'ont plus de système d'information (...) Avec le redoutable monsieur Bernanke, les USA se sont essayés à une politique de dévaluation compétitive, et les effets n'ont pas tardé à se faire sentir. Comme le dollar n'est pas à un prix de marché, plombé qu'il était par des taux d'intérêts à zéro, le commerce international qui est libellé en dollar ne connaît plus aucune croissance tandis que les entrepreneurs cessent tout investissement puisqu'ils savent que tous les prix sont faux. Et tout le monde de se demander pourquoi les taux de croissance de nos économies sont aussi faibles. »*

Non seulement les banques centrales ont cassé les instruments de mesure, mais elles ajoutent à la confusion avec de supposées « forward guidance » qui, censées donner une visibilité aux investisseurs, sont en fait une véritable plaisanterie. Janet Yellen est capable sans sourciller de dire une chose et son contraire en l'espace de quelques jours. De plus, les injections monétaires étant devenues le seul moteur des marchés, ceux-ci sont la plupart du temps uniquement corrélés aux discours de Yellen, Draghi et aux actions annoncées ou anticipées des banques centrales US, européennes, japonaises et chinoises. Les fondamentaux économiques ou les multiples historiques n'ont plus qu'une importance marginale.

Pour [ZeroHedge](#) « *Les actions collectives des banques centrales les plus influentes du monde ont fait des merveilles quand il s'agit de gonfler des bulles d'actifs, mais ont fait très peu pour relancer une croissance économique robuste. En fait, loin de lisser le cycle économique et de ressusciter la demande (...) après la crise, la politique monétaire a effectivement eu l'effet exactement inverse : elle a ouvert la voie à un effondrement encore plus spectaculaire tout en créant un surplus d'offre déflationniste dans le monde entier. »*

Comme si cela ne suffisait pas, les autorités bancaires ou gouvernementales aggravent la pression déflationniste à travers de multiples causes dont voici une liste malheureusement non exhaustive :

- réglementations envahissantes (sauf là où elles seraient indispensables comme sur les produits dérivés) avec des textes de lois qui, eux, n'ont aucun problème d'inflation
- taxes omniprésentes au moindre mouvement... profitons tant qu'il est temps que la respiration – qui est une consommation d'oxygène – ne soit pas encore taxée !
- impôts en augmentation constante
- répression financière tous azimuts
- incertitude législative et fiscale, avec des milliers de pages de textes de lois qui changent chaque mois

- taux de changes en état de volatilité extrême à cause là aussi des actions des banques centrales, la moindre parole de Yellen, Draghi, Carney, pouvant provoquer des mouvements d'amplitude considérable
- flicage de plus en plus intrusif et chronophage de tous les mouvements financiers
- restrictions croissantes à l'usage du cash
- soupçon de délinquance financière, ou évasion fiscale, ou moindre virement passant par des centres financiers comme la Suisse, Jersey...
- statistiques économiques complètement manipulées aux USA, en Chine, en Europe pour l'inflation au moins...
- épée de Damoclès permanentes sur l'avenir économique de régions entières à cause de la gestion calamiteuse des affaires par les technocrates et politiques (en Europe, avec la Grèce et l'Euro, aux USA avec les sub-primes et QE, au Japon avec le QE, en Chine avec le shadow banking, la corruption, le système de financement des régions et à présent les montagnes russes de la bourse encouragées par les autorités... )
- sans évoquer les guerres favorisées par des intérêts géostratégiques ou financiers (liste trop longue et en augmentation exponentielle...)

Aux USA comme dans de nombreux pays la complexité des textes fiscaux rend indispensable les services d'un conseiller fiscal. Selon l'Union Nationale des Contribuables américains (NTUF), la charge financière liée aux déclarations d'impôts coûte 233,8 milliards en productivité à l'économie chaque année ! Elle additionne pour cela les 31,7 milliards dépensés en softwares et assistance à la déclaration, et le coût de 202 milliards que représentent les 6,1 milliards d'heures de travail perdues pour être en conformité avec le code fiscal (données 2015 pour exercice 2014). Le NTUF prend la peine de mettre en perspective ces 6,1 milliards d'heures de travail annuelles : elles représentent 696347 années, soit le travail de 59580 américains à partir de l'âge de 18 ans et qui travailleraient chaque semaine sans un seul jour de congé jusqu'à l'âge de leur retraite à 67 ans !!

Ajoutons que les frais de fonctionnement de l'IRS (le Bercy américain) sont de 20% des montants collectés.

Apparait ici la question de l'œuf ou de la poule. Est-ce la complexité des textes qui justifie le nombre de fonctionnaires ou le nombre de fonctionnaires qui explique la multiplication et la complexité des textes ? Considérant là aussi qu'un emploi public détruit au moins 1,5 emploi privé, le nombre d'employés fiscaux (pour ne parler que de ceux-ci) est aussi une charge pour l'économie et un élément déflationniste de plus dans la balance (US 129000, Bercy le mammoth 140000,

[UK 80000...\).](#)

À la lumière de tous les éléments évoqués, on comprendra qu'il faut être fou à lier ou optimiste béat pour se lancer dans un projet d'entreprise dans le contexte actuel ! Entreprendre a de tout temps été une chose difficile. Mais aujourd'hui monter sa société et assurer sa survie est un véritable parcours du combattant, rendant les statuts de petit employé ou d'assisté infiniment préférables sur l'échelle des rapports efforts/récompenses.

Face à l'échec cuisant et non avoué de leurs politiques keynésiennes, banquiers centraux et pouvoirs politiques complices cherchent à présent à prévenir toute résistance à leurs politiques ruineuses, par la [suppression du cash](#) et la limitation ou l'interdiction des mouvements libres de capitaux. Ce faisant, ils contribuent à accentuer la déflation qu'ils prétendent combattre, ils creusent les inégalités en faisant porter la faute au capitalisme, tout en préparant le terrain pour une hyperinflation future ainsi que des conflits meurtriers.

L'Histoire, si elle existe encore dans quelques décennies (on peut en douter vu le peu d'intérêt des générations actuelles et l'application des gouvernements à en travestir les faits), parlera des actions des banquiers centraux comme d'une folie suicidaire ou criminelle ayant conduit la planète à la tragédie...

Fidèles à la tradition de l'école d'économie autrichienne, dont les analyses et prévisions sont chaque jour vérifiées de manière éclatante dans le déroulement actuel des événements, nous appelons de nos vœux la suppression des banques centrales et le rétablissement d'un système monétaire basé sur l'or.

## **Grèce : Sommet extraordinaire de tous les dangers pour la Grèce à Bruxelles**

Le 07/07 à 09:24, mis à jour à 15:10 [LesEchos.fr](#)

EN DIRECT

A quelques heures du sommet extraordinaire de la zone euro consacré aux conséquences du référendum en Grèce, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, estime qu'« il est temps de se retrouver à la table des négociations ».

Deux jours après le retentissant [non au référendum en Grèce](#), la zone euro se réunit mardi -d'abord en Eurogroupe à 13h00, puis pour un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement à 18h00- pour explorer les minces chances de

sauvetage de la Grèce qui risque de dériver hors de la monnaie unique, si elle n'obtient pas rapidement une nouvelle aide financière. Les dirigeants de la zone euro attendent dès aujourd'hui d'Athènes de nouvelles propositions afin de pouvoir négocier éventuellement un nouveau plan d'aide, mais pourraient se contenter, dans l'immédiat, d'envisager une forme d'aide humanitaire à apporter à la Grèce.

A quelques heures de ce sommet, et [contrairement à la position de nombreux pays membres de la zone euro](#), le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker l'a fait savoir : « *Ma volonté, mon souhait est d'éviter un Grexit* » et « *il est temps de se retrouver à la table des négociations* ». Il s'exprimait devant le Parlement européen à Strasbourg au surlendemain du non massif exprimé par le peuple grec aux propositions des créanciers de la Grèce. La Commission européenne travaille à la réouverture des négociations avec la Grèce, a-t-il indiqué. « *La balle est maintenant dans le camp du gouvernement grec* », a-t-il ajouté, en réaffirmant qu'il ne souhaitait pas voir la Grèce contrainte de sortir de la zone euro, mais qu'Athènes devrait expliquer ce mardi de quelle manière la crise pourrait être résolue. « *L'Europe est un combat permanent pour trouver des compromis* », a-t-il rappelé, mais il a toutefois ajouté avec prudence qu'« *on ne trouvera pas une solution aujourd'hui* ».

Unanimement, ce sommet apparaît bien comme « *celui de tous les dangers* ».

- **14h44** : La BCE évoque un risque d'« aléa moral » si l'ELA manque de rigueur. La Banque centrale européenne ne peut fournir des financements d'urgence assortis de conditions par trop généreuses ou sans garanties suffisantes, explique l'institution dans un document publié sur son site. La Banque cite des situations dans lesquelles l'ELA le (mécanisme de fourniture de liquidité d'urgence) entrerait en conflit avec ses objectifs, affirmant que les banques centrales nationales ne pourraient faire fonctionner ce mécanisme en l'absence de garanties suffisantes ou dans des conditions généreuses au point de soulever le risque d'un « *aléa moral* ».

---

**13h20** : La Commission pose elle aussi ses conditions. « Si la confiance n'est pas établie, si aucun programme de réformes crédible n'est présenté », une sortie de l'euro « ne peut être exclue », a déclaré Valdis Dombrovskis, le commissaire européen chargé de l'Euro, à son arrivée à une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.

---



- **13h13** : La zone n'envisage pas « *à ce stade* » un prêt-relais à la Grèce, affirme le ministre finlandais des Finances

---

**13h00** : Marine Le Pen pour restructurer la dette et en « supprimer » une partie.

La présidente du Front national Marine Le Pen a dit mardi être désormais favorable à la « *restructuration* » de la dette grecque mais aussi à « *une suppression si possible d'une partie* » de celle-ci. « *Il faut agir sur la dette. Nous sommes pour la réunion d'un sommet de l'eurozone sur les dettes, et notamment pour envisager la restructuration de la dette grecque et au passage d'ailleurs envisager si possible la suppression d'une partie de la dette grecque* » a-t-elle déclaré sur BFMTV.

De son côté, l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac, [Dominique de Villepin](#), voit dans le référendum grec de dimanche un « geste gaullien » et dénonce dans une [tribune publiée par Mediapart](#) le « double langage » du gouvernement qui « nous a disqualifiés ». Selon lui, "punir les Grecs, c'est donner le signe de la mise au pas de toute l'Europe".

---

**12h56** : Dijsselbloem promet de faire le nécessaire pour renforcer la zone euro

Le président de l'Eurogroupe, a déclaré, qu'il ferait tout ce qui est nécessaire pour renforcer la zone euro et maintenir sa cohésion, à son arrivée à une réunion présentée comme décisive pour l'avenir de la Grèce au sein du bloc. Le nouveau ministre grec des Finances, Euclide Tsakalotos, nommé lundi, doit présenter à l'Eurogroupe de nouvelles propositions censées permettre le versement de nouvelles aides financières à Athènes.

---

**12h51** : Aux Grecs de faire « *des propositions complètes, crédibles, efficaces* » afin d'éviter le Grexit, qui serait un « échec terrible », déclare le Commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici à son arrivée à une réunion des ministres des Finances de l'Eurogroupe à Bruxelles.

---

- **12h14** : Des propositions de la Grèce, selon le quotidien allemand « *Süddeutsche Zeitung* »

La Grèce va proposer de conserver la TVA réduite dans les îles, de maintenir la TVA à 13 % dans la restauration et des coupes limitées dans le budget de la Défense, selon le « *Süddeutsche Zeitung* ».



---

**11h40** : Un débat sur la dette grecque suppose des réformes, selon le ministre allemand de l'Economie et vice-chancelier, Sigmar Gabriel

On ne peut envisager de « *discuter de la possibilité de réduire les dettes que si le gouvernement grec montre qu'il met en oeuvre des réformes* », déclare Sigmar Gabriel au magazine « Stern ». Des propos qui suggèrent une inflexion du discours du vice-chancelier, puisqu'il avait estimé le mois dernier qu'une réduction de la dette grecque serait inutile si Athènes s'empressait ensuite d'emprunter de nouveau.

## La décroissance, une **théorie** économique bien trop sage.

Caleb IRRI 29 juillet 2010

**[D'habitude j'apprécie les opinions de Caleb Irri. Mais cette fois-ci il ne sait pas de quoi il parle. LA DÉCROISSANCE N'EST PAS UN CHOIX À FAIRE (ni une théorie), NOUS ALLONS LA SUBIR.]**



photo : [Raventhird](#)

La décroissance est une théorie attrayante et qui peut paraître censée, et qui même pour certains semble devoir lutter contre le capitalisme. Mais dans la réalité, et malgré la bonne volonté évidente de ses défenseurs, cette théorie sert moins les idées qu'elle défend que celles qu'elle attaque. Partant du principe que les ressources planétaires sont limitées et mis en rapport avec la soif infinie de consommation des êtres humains, certains penseurs philanthropes et raisonnables ont imaginé qu'il fallait que l'homme se restreigne dans ses mouvements naturels, afin de protéger les futures générations du mal qui ronge notre planète, et qui finira par nous engloutir ensuite. Mais si cette idée est fortement teintée d'humanisme, et qu'elle semble parée des meilleures intentions du monde, il ne faut tout de même

pas oublier qu'elle prône clairement une baisse de la consommation maintenant, pour ne pas à avoir à faire face à une brutale pénurie, plus tard.

Mais s'il ne fait aucun doute que je considère la surconsommation comme un mal à combattre, et que pour moi aussi le fait de rechercher à tout prix la croissance est cause de notre surproduction et de la surexploitation des ressources, je ne peux me satisfaire d'une théorie qui frustre les désirs et les espoirs d'un monde meilleur, sans lesquels il est vain de vouloir perpétuer l'espèce humaine.

Car il faut discuter de ce que l'on appelle « croissance », à savoir si elle n'est qu'économique ou s'il faut prendre d'autres facteurs en compte. Et si il est assez aisé de définir ce qu'est la croissance économique (augmentation du PIB, c'est à dire de la production dans un temps donné), il est beaucoup plus délicat d'expliquer ce qu'est la croissance « pure », qui n'est en quelque sorte qu'une augmentation sans objet précis, ou une simple vue de l'esprit. Il faut pour qu'il y ait croissance un qualificatif à y ajouter (la croissance « de quelque chose »). C'est ainsi que la théorie de la décroissance se trouve devenir soit une décroissance « économique », soit une décroissance sans objet. Et une décroissance économique, c'est encore du capitalisme, calculé selon des facteurs économiques, à l'intérieur du système que cette théorie dénonce.

Que veulent donc les « décroissants » ? Le retour à une vie plus censée, moins tournée vers la rentabilité et le profit, vers moins de consommation, moins de pollution et plus de morale, de raison ? Faut-il alors dénoncer la technologie et ses avancées pour retourner en arrière, se passer de la machine à vapeur et de ses mines de charbon pour partager notre misère avec les autres misérables ? Faut-il réapprendre à vivre dans des cabanes en bois insalubres, avec des chevaux pour moyen de locomotion et la bougie pour éclairage ?

Non, personne ne peut vouloir cela, car en quittant le monde de la consommation et de la production ce n'est pas seulement la croissance économique et le capitalisme que nous renverserions, mais aussi et surtout l'idée de progrès, idée sans laquelle l'homme ne peut avancer. C'est nier l'homme en même temps que ses désirs, et faire preuve d'obscurantisme, car nous ne réglerons pas le problème des inégalités et de l'injustice sociale en retournant en arrière, ni en abaissant nos prétentions au point de vouloir devenir tous pauvres. L'égalité, la justice ne sont pas des concepts minimums, orientés selon des critères revus à la baisse pour satisfaire au plus grand nombre, mais au contraire l'expression de la volonté des êtres humains d'accéder tous à "plus" d'une part, et à "mieux" d'une autre.

Consommer moins c'est produire moins, c'est travailler moins, c'est gagner moins. On ne brisera ni le capitalisme ni les inégalités par la décroissance, on ne

fera que satisfaire aux désirs de ceux qui veulent licencier sans peine. Et si il est effectivement possible que les riches, à terme, soient contraints à moins de consommation par manque de ressources, ce ne sera pas le signe d'une plus grande justice, mais plutôt le constat d'échec de l'humanité qui ne sera pas parvenu à faire profiter des bienfaits de la civilisation à tous. La décroissance ne peut pas renverser le capitalisme pour sauver l'humanité, mais l'humanité doit renverser le capitalisme pour parvenir à une croissance juste. Ce n'est qu'une fois le capitalisme supprimé qu'une sorte de décroissance pour certains (ou une croissance pour d'autres) pourra être instituée. Elle doit être le résultat de l'éducation à l'inutilité du superflu, de l'inutile et du jetable, comme une philosophie ou une religion dans laquelle la planète serait le Dieu à honorer. Ce n'est pas la croissance qu'il faut donc supprimer, mais sa définition qu'il faut revoir. Une croissance économique est un contresens, alors qu'une croissance « humaniste » exclut la croissance économique. Ce sont les règles du capitalisme qui impliquent la première définition, et pour en sortir c'est le capitalisme qu'il faut détruire, pas l'humain.

Cette erreur d'interprétation sur la conception décroissante provient en effet d'un diagnostic erroné, que l'on peut résumer par la phrase d'un certain Kenneth Boulding, « *celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste* ». Car aujourd'hui nous savons que le monde n'est pas fini. La croissance infinie n'est pas une croissance économique détruisant les ressources, mais la potentialité d'un univers dont on ne connaît pas le quart du millième, et qui peut nous offrir les ressources infinies dont « l'aventure humaine » a besoin pour son développement. Nous savons comment produire beaucoup et propre, renouvelable et durable, juste et équitable. Nous avons la capacité de nourrir et de loger plus et mieux, sans nuire ni à la planète ni à l'être humain.

Mais nous n'y arriverons pas sans devenir un peu fous, c'est à dire en se donnant la possibilité de devenir sages. Pour parvenir à une croissance infinie en symbiose avec la nature (elle-même infinie), il nous faut avoir suffisamment de rêves et d'imagination pour se séparer des concepts négatifs tels que la croissance (ou la décroissance) économique, pour nous projeter dans autre monde, sans économie, c'est à dire sans argent.

La rareté supposée des ressources sur laquelle s'appuie les décroissants est une illusion capitaliste permettant de rendre "vendable" ce qui appartient en commun à l'humanité, car en réalité les énergies comme l'air, le soleil et l'eau sont quasiment inépuisables, pour peu qu'on passe d'une réflexion économique à une réflexion en accord avec l'être humain. Ce n'est donc pas en utilisant moins sa

voiture qu'on sauvera la planète, mais en supprimant le pouvoir de ceux qui nous empêchent d'accéder à une ressource gratuite, afin de pouvoir rouler en voitures solaires tout notre saoul. Cela implique donc de remplacer la rareté par l'opulence <http://calebirri.unblog.fr/2008/10/30/loppulence-et-la-rarete/>, de remplacer l'argent par la gratuité <http://calebirri.unblog.fr/2010/03/18/et-si-la-gratuite-cetait-possible/>

Alors à tout prendre, je préfère être considéré comme fou, et appeler de mes vœux non pas la décroissance, non pas la croissance, mais à l'abolition pure et simple de l'argent <http://calebirri.unblog.fr/2009/05/27/peut-on-supprimer-largent/>, seul responsable de tous les maux qui nous accablent, et qui détruisent la planète. La gratuité est le seul moyen d'y parvenir <http://calebirri.unblog.fr/2010/02/03/la-gratuite-est-la-seule-alternative/>, car elle allierait à la fois croissance infinie et justice, et tout cela sans nuire aux ressources offertes par la Nature.

Caleb Irri